

ACTION URGENTE

ÉTHIOPIE. ON IGNORE TOUJOURS CE QU'IL EST ADVENU D'UN JOURNALISTE ENLEVÉ

Le 15 avril, Million Beyene, journaliste et rédacteur en chef du média indépendant *Addis Standard*, a été enlevé à Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie, par des individus non identifiables habillés en civil. On pense qu'il est détenu sans inculpation dans un centre non officiel tenu secret, sans avoir la possibilité de contacter son avocat ni sa famille. Son enlèvement serait lié à son travail de journaliste. Amnesty International prie les autorités éthiopiennes de mener une enquête efficace, indépendante, approfondie et transparente sur l'enlèvement de Million Beyene et, si elles le retiennent, de le libérer immédiatement.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Premier ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie

Abiy Ahmed Ali

Courriel : info@pmo.gov.et

X : @AbiyAhmedAli/ Facebook: Abiy Ahmed Ali

Fax : +251 111 226 292

Monsieur le Premier ministre,

*Je suis vivement préoccupée-e par l'enlèvement de **Million Beyene**, qui semble avoir été pris pour cible en raison de son travail de journaliste.*

Million Beyene est journaliste et rédacteur en chef de l'Addis Standard, un important média indépendant. Le 15 avril, il a été kidnappé dans la salle de presse de l'Addis Standard à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie, par trois hommes habillés en civil qui ne se sont pas identifiés et n'ont pas expliqué pourquoi ils l'emmenaient ni où. Son téléphone portable s'est brièvement allumé ce soir-là, à 22 heures, avant de rester éteint, ce qui inquiète sa famille quant à sa sécurité.

Bien que les autorités n'aient donné aucune explication officielle quant à l'identité de ses ravisseurs et le lieu où il se trouve, on pense qu'il est pris pour cible en raison de son travail de journaliste.

Le 24 février, deux mois avant la disparition de Million Beyene, l'Autorité éthiopienne des médias, chargée de réguler les médias en Éthiopie, a révoqué le certificat d'enregistrement de l'Addis Standard. Elle a accusé ce média d'avoir bafoué à répétition les lois nationales et porté atteinte à la sécurité de l'État. L'Addis Standard a rejeté cette décision, affirmant n'avoir jamais reçu aucune notification officielle ni aucun avertissement de la part de l'Autorité éthiopienne des médias concernant ces violations présumées. Il a annoncé qu'il contesterait cette révocation devant les tribunaux, faisant valoir que l'obligation légale d'émettre des notifications préalables avant toute révocation n'avait pas été respectée, parmi d'autres vices de forme dans la décision.

Malheureusement, il ne s'agit pas d'un cas isolé. D'autres journalistes en Éthiopie ont été enlevés par des individus masqués et non identifiables ces derniers mois. Ces enlèvements constituent une violation flagrante de leur droit à la liberté d'expression et de la liberté de la presse, protégés par des conventions régionales et internationales relatives aux droits humains, auxquelles l'Éthiopie est partie.

Je vous prie de veiller à ce que les autorités éthiopiennes mènent une enquête efficace, indépendante, approfondie et transparente sur l'enlèvement de Million Beyene. S'il est détenu par les autorités éthiopiennes, je vous demande de faire en sorte que le lieu où il se trouve soit dévoilé immédiatement, qu'il soit libéré sans

délai et sans condition, et que les responsables soient traduits en justice.

Veillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Depuis quelques années, en Éthiopie, les violations du droit à la liberté d'expression, notamment de la liberté de la presse, et les attaques contre les journalistes s'intensifient. En janvier 2026, l'Autorité éthiopienne des médias a révoqué la licence de la radio Wazema - un média d'information en ligne - au motif que ses reportages allaient à l'encontre de l'intérêt national du pays. En février 2026, cette Autorité [a refusé](#) de renouveler l'accréditation de trois journalistes de Reuters installés à Addis-Abeba.

Le 24 février, l'Autorité éthiopienne des médias a révoqué la licence du média en ligne [Addis Standard](#). Dans une [déclaration](#), elle a fait savoir qu'elle avait adressé plusieurs avertissements à ce média, qui n'avait pris aucune mesure afin de corriger le tir, avant que sa licence ne soit annulée en vertu de la Proclamation éthiopienne sur les médias.

L'Éthiopie a un bilan déplorable en matière d'enlèvements de journalistes ; ils sont souvent emmenés par des membres des forces de sécurité en civil ou masqués, détenus au secret et privés de tout contact avec leurs avocats ou leurs proches, en particulier pendant des périodes de tensions politiques.

Il faut respecter et protéger le droit à la liberté d'expression en permanence.

LANGUE À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais et amharique
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 24 août 2026
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Million Beyene (il/ lui)